



Au Québec, écologistes et Amérindiens entrent en guerre contre un nouveau projet d'oléoduc géant

Sables Bitumineux

Par [Samy Archimède](#)

Mondialisation.ca, 30 octobre 2016

[Observatoire des multinationales](#) 20
octobre 2016

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [LE QUÉBEC](#)

La polémique enfle au Québec autour d'un gigantesque projet d'oléoduc qui traverserait plusieurs centaines de rivières. Dans ses tuyaux, un pétrole issu des très polluants sables bitumineux de l'Alberta, qui sera ensuite acheminé vers l'Europe ou les États-Unis. Déjà recalée par Barack Obama pour son très controversé projet d'oléoduc Keystone XL, l'entreprise canadienne TransCanada voit grandir face à elle un front citoyen mené par les communautés autochtones et les organisations environnementales. Celles-ci redoutent une marée noire dans le Saint-Laurent ou ses affluents. Elles veulent que les gouvernements canadien et québécois tournent le dos aux hydrocarbures, et respectent leurs engagements pris lors de la COP21.

Ils sont une centaine à battre le pavé ce samedi 20 août, sur le pont qui relie Gatineau [1] à Ottawa. A l'avant du cortège, une grande banderole annonce la couleur : « *Coulez pas dans nos cours d'eau !* ». La « *Marche pour nos rivières* », partie sept jours plus tôt, s'achève devant le Parlement de la capitale du Canada. C'est la première action menée par le mouvement citoyen « Stop oléoduc Outaouais », né en avril. Objectif : empêcher le projet Énergie Est porté par la compagnie TransCanada de voir le jour [2].

Énergie Est n'est pas un ouvrage comme les autres. C'est le plus important projet d'oléoduc jamais imaginé en Amérique du nord : 4 600 kilomètres de tuyaux [3] entre les provinces de l'Alberta et du Nouveau-Brunswick, 1,1 million de barils de pétrole transportés chaque jour, 15,7 milliards de dollars d'investissement. Et 830 cours d'eau traversés, rien qu'au Québec. Un temps favorables au projet, les Québécois sont aujourd'hui de plus en plus nombreux à se joindre à la contestation. Début 2014, seuls 19% d'entre eux se déclaraient hostiles au projet [4]. Fin 2015, ils étaient 57% [5]. Ce qui les inquiète le plus ? Les risques de pollution de l'eau potable et l'absence de transparence du processus d'évaluation.

Trois millions de personnes sans eau potable ?

Cette marche citoyenne marque une étape importante pour les opposants à Énergie Est. Elle leur aura permis d'obtenir le soutien de la municipalité de Gatineau, quatrième ville du Québec, et de se livrer à une belle revue d'effectifs. Parmi les invités venus ajouter leur voix à celle des marcheurs, des appuis de poids : la députée Manon Massé, du parti Québec Solidaire, l'archevêque de Gatineau, le vice-président de la Fonction publique canadienne, un responsable de la Confédération des syndicats nationaux et Jean-Guy Whiteduck, chef de

la communauté amérindienne Kitigan Zibi Anishinabeg.



Dernière étape de la Marche citoyenne pour nos rivières, entre Gatineau et Ottawa.

« *Nous, les peuples autochtones, n'avons pas été consultés par le gouvernement du Canada, intervient le chef autochtone. Nous sommes inquiets car l'eau est sacrée pour nous. Nous avons vu ce qui s'est passé au Saskatchewan [6] ces dernières semaines et cela pourrait aussi se produire ici avec ce pipeline.* » Le tracé d'Énergie Est présente deux points particulièrement sensibles qui correspondent à la traversée du fleuve Saint-Laurent : au sud de la ville de Québec et à l'ouest de Montréal. « *S'il y avait une rupture du pipeline à cet endroit, le pétrole s'écoulerait jusqu'à Montréal et on aurait trois millions de personnes sans eau potable* », s'indigne Geneviève Nadeau, co-organisatrice de la marche.

Les précédents du Saskatchewan et du Michigan

Le bilan affiché par les transporteurs en matière de sûreté n'a pas de quoi rassurer les Québécois. Le 20 juillet dernier, 69 000 personnes ont été privées d'eau potable dans la province canadienne du Saskatchewan, suite à la fuite de l'oléoduc de la compagnie Husky Energy. Un rapport publié le 2 septembre à la demande des communautés autochtones de la région dénonce la lenteur de réaction de l'entreprise : 14 heures ! Pendant ce temps 250 000 litres de pétrole brut se sont déversés dans la rivière Saskatchewan nord. Près de deux mois après l'accident, son eau n'est toujours pas potable.

Six ans plus tôt, dans le Michigan (États-Unis), c'est un oléoduc de la compagnie Enbridge qui s'était rompu, déversant plus de 300 000 litres de « *dilbit* », ce pétrole bitumineux venu de l'Alberta, dilué avec des solvants afin de le rendre plus fluide. Le même pétrole que l'on retrouverait dans les tuyaux d'Énergie Est. Pointée du doigt pour l'extrême lenteur de son intervention le jour de la catastrophe - 17 heures après la première alerte -, Enbridge a estimé à 1,2 milliards de dollars le coût des opérations de nettoyage. « *La question n'est pas « est-ce qu'il y aura des fuites », mais « à quel moment et quelle sera leur ampleur »* », résume Sydney Ribaux, directeur général d'Equiterre, une ONG québécoise.

« Trop de risques pour trop peu de retombées »

S'appuyant sur les chiffres du Bureau de la sécurité des transports du Canada, l'ONG estime à 412 le nombre de fuites et déversements observés sur les oléoducs de TransCanada depuis 2004 [7]. Un chiffre contesté par l'entreprise basée à Calgary (Alberta), qui met en avant son nouveau système électronique de contrôle et de détection. Ce système permettrait à ses équipes, dans le scénario idéal, d'intervenir 13 minutes seulement après une fuite. Délai suffisant, néanmoins, pour laisser s'échapper 1,5 millions de litres de pétrole dans une rivière... « *Même dans le cas d'une fermeture très rapide des vannes, on a une catastrophe* », confirme Chantal Savaria, ingénieur géologue [8].



La raffinerie Suncor, près de Montréal, doit être alimentée par l'oléoduc Énergie Est.

« *Dans la majorité des cas, il faut plusieurs heures avant de détecter les fuites ou les déversements accidentels* », poursuit la géologue. Le projet Énergie Est comporte « *trop de risques environnementaux* » pour « *trop peu de retombées économiques* », a reconnu le

maire de Montréal Denis Coderre. Opposant de la première heure, Gérard Jean, édile de Lanaoiaie, une commune québécoise de 4 000 habitants, avait fait réaliser dès la fin 2014 une étude d'impact dont les conclusions font désormais autorité. Dans cette commune, l'arrivée de l'oléoduc causerait la perte de plus de 50 hectares de forêts et de tourbières et menacerait une réserve écologique protégée.

L'argument de l'emploi

Le regard dans le vague, Serge Simon observe le lac où il venait autrefois pêcher avec son père. « *Le pipeline passerait sous la rivière des Outaouais, à dix kilomètres du lac des Deux Montagnes* », indique d'un geste de la main le grand chef de la Nation autochtone Kanesatake [9]. « *S'il y avait un déversement, ce serait un désastre écologique comme on n'en a jamais vu ici* », lâche-t-il avec gravité [10]. Même son de cloche du côté de la réserve indienne de Wendake – qui compte entre 3 000 et 4 000 habitants – située à quinze minutes de la ville de Québec. « *Le moindre déversement aurait un effet catastrophique pour les bélugas et l'ensemble de la faune aquatique* », affirme Konrad Sioui, grand chef de la nation Huronne-Wendat. En juin, l'Assemblée des premières nations du Québec-Labrador (APNQL) a adopté une résolution officielle d'opposition au projet Énergie Est. Pour elle, ce projet ne respecte pas les droits ancestraux des Premières nations, menace leurs lacs et leurs rivières, favorise l'expansion de sables bitumineux et accélère les changements climatiques.

Si les communautés autochtones opposées à Énergie Est sont nettement majoritaires, ce genre de projet continue cependant de susciter des débats en leur sein même, concède Ghislain Picard, chef de l'APNQL. « *Nos dirigeants doivent d'un côté protéger l'environnement et, de l'autre, répondre aux besoins économiques de leur population* ». Dans les réserves, le taux de chômage et le manque de perspectives sont criants. « *Nous sommes toujours en situation de rattrapage sur le plan de l'éducation, de l'emploi, de la santé* », déplore Ghislain Picard. Dans ce contexte, les perspectives d'emplois sont parfois difficiles à refuser. Et quand TransCanada annonce la création de 14 000 emplois, dont 3 000 au Québec, certains y voient la promesse d'un avenir meilleur. « *Peut-on réellement se passer d'un projet d'investissement privé qui créerait et maintiendrait annuellement plus de 14 000 emplois directs et indirects au pays, dont près de 25% au Québec ?* », écrivent d'une même main le PDG de la Fédération des chambres de commerce et le PDG du Conseil du patronat du Québec [11].

Alliance des syndicats et des ONG environnementales

L'argument de l'emploi, la Fédération des travailleurs du Québec n'y croit plus. Il n'y aurait pas plus de 33 emplois directs créés durant la phase d'exploitation, avance Marc-Edouard Joubert, président du Conseil régional du principal syndicat du Québec. Un chiffre que ne conteste pas Énergie Est [12]. Pour le dirigeant syndical, l'affaire est entendue : « *Les 33 emplois créés ne contrebalancent pas les risques de déversement associés au déploiement d'un oléoduc sur le territoire québécois.* » Et d'ajouter : « *l'exploitation des sables bitumineux est sale. On devrait l'arrêter* ». Une manière de signifier que l'opposition à cet oléoduc s'inscrit dans un combat bien plus large que la prévention des marées noires.



Manifestation contre Énergie Est à Montréal, le 11 août 2016.

« *Le plus grand risque que pose Énergie Est, martèle Sydney Ribaux, le directeur général d'Equiterre, c'est de permettre l'expansion des sables bitumineux en Alberta et au*

Saskatchewan. L'extraction de ce pétrole émet trois à quatre fois plus de gaz à effet de serre que celle du pétrole conventionnel ». Patrick Bonin, responsable de la campagne climat-énergie à Greenpeace Canada, dénonce quant à lui « la destruction de la forêt boréale », « l'utilisation massive d'eau et de gaz naturel » pour extraire le bitume et « la création de grands réservoirs toxiques remplis de produits chimiques », qui menacent la santé des communautés autochtones de l'Alberta [13].

Les promesses de Justin Trudeau à l'épreuve des faits

Sortir ou ne pas sortir de l'extrême dépendance au pétrole héritée des années Harper, Premier ministre conservateur de 2006 à 2015, telle est la question que semblent se poser les dirigeants canadiens. Fraîchement nommé Premier ministre, Justin Trudeau avait pris tout le monde de court en s'engageant lors de la COP21 à réduire les émissions du Canada de 30% d'ici 2030. Un défi colossal pour ce pays qui figure dans le quatuor de tête des plus gros émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre par habitant, aux côtés de l'Australie, de l'Arabie Saoudite et des États-Unis. « Si le Canada prend au sérieux ses propres engagements à la COP21, il doit mettre un moratoire sur les futurs projets dans les sables bitumineux », estime le géologue canadien David Hugues [14].



Marche d'ouverture du Forum social mondial à Montréal le 9 août 2016.

Mais depuis la conférence de Paris, rien ne semble avoir changé. La promesse électorale du candidat Trudeau de réformer l'Office national de l'énergie (ONE), organisme chargé notamment d'évaluer les projets d'oléoducs, est restée lettre morte. Or ce « tribunal de l'énergie », accusé de servir les intérêts des compagnies pétrolières et gazières, vient d'entrer en crise ouverte. La 9 septembre, sous le feu des critiques, les trois commissaires en charge de ces audiences ont décidé de jeter l'éponge. Pendant ce temps-là, Philippe Couillard, le Premier ministre du Québec, joue les équilibristes. Son projet de loi de transition énergétique, qui doit être soumis à l'Assemblée nationale en octobre, prévoit, dans un même élan, de réduire la consommation d'hydrocarbures de 40 % d'ici 2030 et de renforcer les droits d'exploration et d'exploitation des entreprises pétrolières et gazières. Si cette loi est votée en l'état, prévient le juriste et sociologue Richard Langelier, « les compagnies auront un droit prioritaire d'accès aux terrains des résidents durant la phase de prospection ». Elles pourront même les exproprier, insiste-t-il, si elles trouvent du gaz ou du pétrole sur leur propriété.

Un mouvement de mobilisation « sans précédent »

Interrogés sur les conséquences du projet d'oléoduc géant, ni TransCanada, ni l'ONE, ni le ministère de l'Environnement du Québec n'ont souhaité nous répondre. Alors que les forages exploratoires se multiplient le long du fleuve Saint-Laurent, en Gaspésie et jusque sur l'île d'Anticosti, Énergie Est apparaît de plus en plus clairement comme le maillon central d'une stratégie pro-hydrocarbures. L'oléoduc de TransCanada pourrait ainsi servir à la fois à transporter les pétroles bitumineux de l'Alberta et les pétroles de schiste du Québec. Un défi énorme pour le mouvement de résistance organisé autour des peuples autochtones et des 130 comités citoyens du Réseau vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ).

 Anne-Céline Guyon, porte-parole de STOP oléoduc, au bord du Saint-Laurent, près du lieu de passage prévu pour Énergie Est.

C'est « *un mouvement sans précédent dans l'histoire du Québec* », se félicite la porte-parole de ce réseau, Carole Dupuis. « *On ne lutte pas seulement contre Énergie Est mais surtout contre l'exploration, l'exploitation et le transport des énergies fossiles en général* », précise Anne-Céline Guyon. Selon la porte-parole de Stop oléoduc, l'heure est à la convergence des luttes. Notamment avec les Premières nations, dont les revendications ne sont pas toujours en phase avec celles des autres communautés, mais dont la capacité d'action reste intacte. « *Si tous les autochtones du Canada se soulèvent en même temps, les choses vont changer* », prévient Serge Simon.

Bloquer au Québec, boycotter en Europe

Le grand chef Kanesatake se dit prêt, s'il le faut, à « *bloquer physiquement* » l'avancée de l'oléoduc. Serait-ce le grain de sable capable d'enrayer la mécanique bitumineuse ? C'est ce que croit le sociologue Eric Pineault [15]. « *Dans ce combat qui, selon moi, va définir le Canada du 21ème siècle, explique-t-il, les communautés autochtones ont un avantage sur les citoyens québécois : elles peuvent exercer une souveraineté* ». Aujourd'hui, observe le sociologue, ce sont les communautés autochtones qui bloquent les autres grands projets d'oléoducs dans l'ouest Canadien.

Aux États-Unis, les autochtones étaient déjà en première ligne dans la lutte contre le projet Keystone XL de la compagnie... TransCanada. Un projet rejeté par Barack Obama en février 2015. Bloquée au sud, l'entreprise albertaine mise énormément sur la route de l'est qui lui ouvrirait les marchés européens et asiatiques. Pour Anne-Céline Guyon, il faut maintenant organiser la mobilisation des Européens, clients potentiels de ce pétrole bitumineux. Et utiliser l'arme du boycott.

Samy Archimède

Texte et photos : Samy Archimède

 sauf photo de une : CC Lenny K Photography

[1] Gatineau est une ville située à 200 km à l'ouest de Montréal.

[2] Voir le [site officiel](#) du projet Énergie Est.

[3] Dont 3 000 km de gazoduc déjà existants, transformés en oléoduc.

[4] Source : [newswire.ca](#).

[5] Source : [Greenpeace.org](#)

[6] Le 20 juillet 2016, la fuite d'un oléoduc avait provoqué une marée noire dans la rivière Saskatchewan nord.

[7] [Voir ici](#).

[8] Chantal Savaria est aussi l'auteure d'une étude sur l'impact d'un déversement, réalisée à la demande de la Communauté métropolitaine de Montréal. [Voir l'étude ici](#).

[9] La communauté Kanesatake compte environ 2 300 habitants.

[10] Lire sur ce sujet : [De l'Alberta à l'Arctique, le lourd tribut environnemental des sables bitumineux](#).

[11] Voir ce billet de blog du [Huffington Post](#), signé par une dizaine de représentants patronaux.

[12] [Voir ici](#).

[13] Voir à ce sujet l'enquête édifiante du journaliste canadien Andrew Nikiforuk, dont la traduction a été publiée en 2010 sous le titre « *Les sables bitumineux : la honte du Canada* ».

[14] David Hugues est spécialiste des questions énergétiques. Il est l'auteur [d'un papier d'analyse détaillé sur le sujet](#).

[15] Eric Pineault est auteur du livre [Le piège Énergie Est. Sortir de l'impasse des sables bitumineux](#), éd. Ecosociété, avril 2016.

La source originale de cet article est [Observatoire des multinationales](#)
Copyright © [Samy Archimède](#), [Observatoire des multinationales](#), 2016

Articles Par : [Samy Archimède](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

